ASSURANCES

UNIFORMITE DES LOIS PROVINCIALES CONCERNANT LES ASSURANCES

Vers le milieu du mois de décembre, a eu lieu à Winnipeg une assemblée des surintendants des départements d'assurances des divers gouvernements des provinces du Canada. Le but de cette assemblée était d'étudier les moyens à prendre pour établir des lois uniformes devant s'appliquer aux assurances dans toutes les parties du Canada.

Le lieutenant-gouverneur de la Province du Manitoba, Sir James Aikins, suggéra que ce principe devrait s'appliquer également à tous les autres sujets commerciaux et non pas seulement aux assurances.

L'un des points longuement discuté, a été que les lois devraient traiter tous les bénéficiaires privilégiés sur un pied d'égalité dans toutes les provinces. M. C. C. Ferguson, le gérant de la Great West Life a fait une conférence très intéressante sur ce sujet. Il dit que les lois maintenant en vigueur dans les provinces établissent que lorsqu'un bénéficiaire privilégié est nommé dans une police—que la personne assurée n'a plus le droit de la changer sans son consentement. Ceci empêche l'assuré de faire un emprunt sur sa police et la province du Manitoba est la seule province qui permet à l'assuré de révoquer ou changer le bénéficiaire privilégié. Cependant, l'avantage d'empêcher l'assuré de faire le changement de son bénéficiaire est que les créanciers de l'assuré ne peuvent pas saisir le produit de la police d'assurance.

A ce sujet les lois des différentes provinces diffèrent presque toutes. Dans certaines provinces la femme et les enfants sont les bénéficiaires privilégiés, dans d'autres, le mari, la mère, les petits enfants sont inclus tandis que dans l'Ile du Prince-Edouard les frères et les soeurs jouissent aussi de ce privilège. Il serait dans l'intérêt public si les lois des différentes provinces étaient uniformes sur ce point. Les lois des provinces diffèrent aussi au sujet de la distribution du produit de l'assurance. Par exemple si un assuré

demeurant dans la province d'Ontario a pour bénéficiaires privilégiés sa femme et ses enfants, tous sépareront également, tandis que si l'assuré venait par la suite demeurer dans la province du Québec et adviendrait sa mort, le produit de sa police d'assurance serait partagé sur une base différente.

La province du Manitoba a appointé une commission d'étude à ce sujet et il est à espérer que les autres provinces en feront autant.

UN PERMIS SPECIAL POUR TRANSIGER DES AFFAIRES D'ASSURANCES

La première infraction à la sous-section B, de l'article 6960 de la loi des assurances a été apportée devant la cour le 11 dernier alors que L. E. Kimpton plaide coupable d'avoir émis des polices d'assurances sans avoir la licence requise par la sous-section en question.

L'accusé confessa cependant qu'il ne l'avait pas fait de mauvaise foi, et que l'assurance en question était pour son propre commerce et qu'il ne savait pas qu'il était nécessaire de posséder une licence. C'était la première fois qu'il entendait parler de cette loi législative qui veut que tout agent d'assurance soit détenteur d'une licence.

La plainte fut faite par M. E. C. Cole, secrétaire de la Montreal Fire Insurance Brokers' Association, Inc., qui, dans les circonstances relatées plus haut, n'a pas voulu maintenir sa plainte. Et, le magistrat devant qui la cause fut entendue, ne condamna l'accusé qu'au paiement des frais après avoir suspendu la sentence.

Voici la sous-section qui exige une licence pour l'émission de polices d'assurance:

"6960b. Un agent ne peut représenter une compagnie d'assurance dans la province du Québec, ni représenter une personne, société ou corporation pour transiger des affaires d'assurance avec des assureurs non enregistrés au sujet de risques mentionnés à l'article 6963, à moins de s'être complètement conformé aux dispositions du présent paragraphe et

d'avoir obtenu une licence d'agent du surintendant des assurances; pourvu que rien de contenu dans le présent paragraphe ne puisse être interprété comme ayant l'effet d'empêcher une personne, société ou corporation de remplir les fonctions d'agent, en attendant qu'il soit adjugé sur sa demande de licence et que le surintendant des assurances la prenne en considération."

NATURE DE L'ASSURANCE La réunion des intérêts divise les pertes individuelles

L'expérience peut montrer que sur 10,000 maisons d'une valeur totale de \$50,000,000, cinquante sont endommagées annuellement par le feu, avec perte d'environ \$250,000. Cependant, on ne sait pas quelles sont les 50 qui seront la proie des flammes l'année prochaine, ni la proportion des dommages que supportera chacune d'elles. En conséquence, chaque propriétaire, qui n'est pas assuré, est exposé, en tout temps, à perdre sa propriété. Mais, si ces 10,000 propriétaires s'unissent en un seul groupe, il est certain qu'ils remplacent l'incertitude individuelle par une connaissance définie. En se basant sur l'expérience du passé, les pertes annuelles de tout le groupe seront d'environ \$250,000. Il s'ensuit donc qu'une taxe d'une demie pour cent sur l'évaluation de la propriété individuelle fournira une somme suffisante pour rembourser les pertes de tout le groupe. L'élément de probabilité, réparti sur toute l'association, devient une certitude, et plus l'association est nombreuse, plus forte est cette certitude.

Au point de vue commercial, l'assurance contre l'incendie est une accumulation de fonds, pour faire face à de nouvelles éventualités, par l'application de la loi des pertes moyennes par le feu. Le dommage que subit une maison quelconque, en un temps quelconque, est une incertitude. Le groupement d'un certain nombre de maisons constitue l'élément de la probabilité. C'est l'application de ce principe qui nous montre que l'institution de l'assurance est un bienfait pour la société.